D'un ministère au FMI : quelques rappels utiles sur Dominique Strauss-Kahn

mercredi 1er juin 2011, par DUVAL Jérôme (Date de rédaction antérieure : 21 avril 2011).

Il a occupé les fonctions de ministre de l'Industrie et du Commerce international de 1991 à 1993, période durant laquelle il a participé aux négociations commerciales de l'Uruguay Round préparatoire à la création de l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

En 1994, il participe avec Raymond Lévy, alors PDG de Renault, à la création du Cercle de l'Industrie, cercle spécialisé dans la défense de l'industrie française à Bruxelles, dont il devient le vice-président et où il côtoie des grands patrons.

En 1997, Lionel Jospin, nouveau Premier ministre, le nomme ministre de l'Économie, des Finances et de l'Industrie. Il est l'artisan de privatisations massives, notamment celle de France Télécom, alors que le programme de Lionel Jospin excluait expressément cette dernière. Sous son impulsion, le gouvernement Jospin (1997-2002) a privatisé davantage que les gouvernements de droite Balladur et Juppé réunis (31 milliards d'euros contre 25,7), notamment quelques fleurons de l'économie française qui échappent ainsi au contrôle public : Air France, Aérospatiale (EADS), Thomson, Autoroutes du Sud de la France, France Télécom, Eramet, des compagnies d'assurances (GAN, CNP), des banques (Crédit Lyonnais, CIC, Marseillaise de Crédit, Crédit Foncier de France)…

En mai 2005, il sort un DVD en faveur du « oui » au projet de traité établissant une Constitution pour l'Europe. Le « non » l'emportera en France à plus de 54%.

Le 17 septembre 2006, il déclare : *« Les universités françaises sont en train de plonger dans les palmarès internationaux. Il faut créer une concurrence entre les établissements et mettre fin à l'hypocrisie du diplôme unique. Ce qui n'empêche pas de garder le système dans le public et de conserver une vision égalitaire ». Il ajoute : « Pour moi, il n'y aurait pas de scandale à ce que la chaire de physique nucléaire de Paris-VI soit financée par EDF, si EDF trouve que c'est bon pour son image. Mais ce n'est pas dans les mœurs »* [1].

Le 18 novembre 2008, il est décoré des insignes de Grand officier de l'ordre de la République par le dictateur tunisien Ben Ali. A cette occasion, M. Strauss-Kahn déclare : *« l'économie tunisienne va bien, malgré la crise, (…) la politique économique qui est conduite est saine, et je pense que c'est un bon exemple à suivre pour beaucoup de pays (…) le jugement que porte le FMI sur la politique tunisienne est très positif (…) les choses continueront de fonctionner correctement »* [2].

En novembre 2008, à l'issue de sa visite en Libye, il déclare : *« Le Maghreb a connu des progrès remarquables et son potentiel est considérable. (…) J'ai félicité les participants à la Conférence de Tripoli d'avoir adopté le plan d'action pour accélérer les réformes en matière de facilitation des échanges, d'intégration financière et de la promotion du secteur privé et des projets communs. (…) Le défi principal est de maintenir le rythme des réformes en cours visant entre autres à réduire la taille de l'État. Dans ce contexte, le Programme de distribution de la richesse comporte à la fois une bonne occasion et certains risques. S'il est structuré et mis sur pied convenablement, ce programme pourrait promouvoir le secteur privé tout en minimisant les risques posés pour l'offre de services publics essentiels »* [3].

« On vit 100 ans, on ne va pas continuer à avoir la retraite à 60 ans » (*Le Figaro*, 20 mai 2010). Le ministre du Travail de Nicolas Sarkozy, Eric Woerth, le remercie publiquement pour sa position en faveur de la réforme des retraites [4].

Jérome Duval

Notes

[1] « Depuis New-York, Strauss-Kahn veut dynamiter les facs », Libération, 19 septembre 2006 et sur un site de soutien à sa candidature aux primaires du Parti socialiste : http://www.dskpour2012.com/dominique-strauss-kahn.html

[2] Voir la vidéo : ttp ://www.cadtm.org/Strauss-Kahn-decoe-par-Ben-Ali

[3] Communiqué de presse consulté le 12 mars 2011, http://www.imf.org/external/french/np/sec/pr/2008/pr08290f.htm

[4] Dépêche AFP, « Retraites : merci à DSK (Woerth) », 7 octobre 2010